

Les Arabo-Palestiniens : personne n'en veut, mais tout le monde les défend

écrit par Thérèse Zrihen-Dvir | 27 janvier 2025





Trump va tenter de demander à la Jordanie et à l'Égypte d'héberger temporairement ou en permanence des arabo-musulmans – qui prétendent être des palestiniens de Gaza. Il aura beaucoup de mal à obtenir leur assentiment.

En fait, personne n'en veut de ces « arabo-palestiniens » mais tout le monde les défend et les finance.

Pourquoi ? Crise de conscience, aventurisme, haine du juif et de l'Israélien, et tant d'autres éléments qu'il serait inutile d'énumérer puisque infondés.

Après la guerre des Six jours, les Arabes de Palestine affluent vers les côtes libanaises, suite à l'échec de leur tentative de renverser le roi Hussein de Jordanie – sauvé de

justesse par Israël – Opération Karameh.

– La **bataille de Karameh** fait référence à l'attaque par l'armée israélienne les 20 et 21 mars 1968 du camp palestinien de Karameh, en Jordanie. Les Israéliens se retirent après une journée de combat ayant achevé la destruction du camp de Karameh – repaire du Fatah, et capturé environ 140 membres de l'OLP. Israël compte : 40 morts ou 84 selon Morris, et 250 blessés. Les Jordaniens ont également eu 13 chars détruits, 20 chars endommagés et 39 autres véhicules endommagés ou détruits. Le Portail de la Jordanie, ressemble comme deux gouttes d'eau à celui des palestiniens, et pour cause, la majorité des Jordaniens est arabe de Palestine, même Rania, la reine.



L'impact – Le Liban change rapidement d'effigie et sa population majoritairement chrétienne est dépassée par celle des Arabes de Palestine.

« *L'insurrection palestinienne dans le Sud-Liban, atteint son apogée dans les années 1970, faisant des milliers de victimes militaires et civiles israéliennes, libanaises et palestiniennes, et est considérée comme l'un des éléments clés du déclenchement de la guerre civile libanaise.*

Les citoyens libanais, non armés, ne peuvent ni expulser, ni restreindre l'arrivée de ces « étrangers » armés jusqu'aux dents, alors que l'armée libanaise trop faible militairement et politiquement, se fige. Les camps palestiniens passent sous contrôle palestinien après une série d'affrontements en 1968 et 1969 entre l'armée libanaise et les forces de guérilla palestiniennes émergentes. En 1969, l'accord du Caire garantit aux réfugiés le droit de travailler, de former des comités autonomes et de s'engager dans la lutte armée contre Israël. « Le prétendu mouvement de résistance

palestinien assume la gestion quotidienne des camps de réfugiés, assure leur sécurité ainsi qu'une grande variété de services sanitaires, éducatifs et sociaux ».

Depuis, c'est le départ hâtif des Libanais de souche qui tournent le dos au Liban, et pour cause. La situation à l'heure actuelle du Liban est toujours précaire, en dépit du fléchissement du Hezbollah, dû aux récentes attaques israéliennes.

Mais ces Arabes de Palestine, tout comme la gangrène, se propagent à une vitesse inouïe sur tout le Moyen-Orient.

On les retrouve en Irak : Après la guerre de 1967 avec Israël, une deuxième vague plus importante d'Arabes de Palestine cherche refuge en Irak. Sous le régime de Saddam Hussein, les Palestiniens reçoivent dans l'ensemble un traitement équitable. Ils obtiennent des permis de résidence, un accès complet aux services gouvernementaux, notamment aux soins de santé et à l'éducation, et sont également autorisés à travailler. Après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, les Arabes de Palestine en Irak deviennent victimes de discrimination, de violence sectaire et de meurtres impitoyables de la part du gouvernement irakien et de divers groupes de milices. Des quartiers palestiniens tels qu'al-Doura, al-Hurriyya et al-Baladiyyat à Bagdad sont également bombardés et attaqués.

Mais il ne s'agit plus de l'Irak, ils sont presque partout – Des réseaux d'immigration clandestine sont mis en place pour faire venir les membres de leurs familles.

Toutefois, la guerre du Liban en 1975 engendre une troisième vague. Les plus aisés s'installent aux Émirats Arabes Unis, en Arabie saoudite et au Qatar. Les plus défavorisés au Koweït en raison de l'ouverture du pays. **La communauté palestinienne passe alors de 31 000 personnes en 1961 à 350 000 en 1983 – fertilité hasardeuse qui demande**

réflexion.

À cause de cet afflux massif, de nouvelles règles sont mises en place pour limiter l'immigration.

Lors de la guerre du Liban, vers les années 75-76, les autorités locales du Koweït craignant que leur pays ne devienne un **deuxième Liban**, limitent le nombre de permis de résidence accordés. Pendant le conflit libanais, un sentiment d'anxiété monte avec la publication par les médias de dossiers sur les similitudes entre la pyramide démographique du pays et les différentes répartitions confessionnelles libanaises. En 1976, les écoles de l'OLP sont fermées au Koweït et les élèves Palestiniens répartis dans les écoles publiques. Le gouvernement empêche toute concentration de Palestiniens dans les différents secteurs et notamment celui de la presse.

La déclaration de l'Émir du Koweït est édifiante : « *Le Koweït est menacé des mêmes dangers que ceux qui ont entraîné le Liban dans la guerre, et cela en raison de la liberté de presse qui s'est transformée en un ensemble d'instruments à la solde des courants internationaux. La pratique erronée de la démocratie au Koweït a amené des personnes sans scrupules à transformer la liberté en anarchie* » ajouta-t-il.

Ce qui est fondamentalement valable pour toutes les démocraties.

« Les Arabes de Palestine présents dans les hautes instances politiques deviennent sources de suspicion, en outre plus de deux cent mille sont installés au Koweït, au sein d'une population de plus d'un million d'habitants ».

Danger de substitution... mais ce n'est pas tout.

Une étrange incohérence découle du rôle des Arabo-palestiniens lors de l'invasion et annexion du Koweït par

l'Irak : la crise du Golfe aurait dû pousser l'OLP à coller au consensus international, dans la forme prise. L'OLP aurait trouvé là l'occasion de renforcer ses relations avec le bloc arabe opposé à l'Irak, qui bénéficie d'un soutien international, sans que cela n'aboutisse nécessairement à une rupture avec Bagdad. Une telle position aurait donné la possibilité à l'OLP de mettre la question palestinienne à l'ordre du jour international, en en faisant le point numéro deux après la question du Koweït, c'est-à-dire le point qu'il faudrait traiter en conformité avec les résolutions internationales dont l'application est réclamée dans le Golfe. Autrement dit, l'OLP aurait pu se retrouver dans une situation d'alliance indirecte avec les États-Unis au moment où Israël est contraint de rester à l'écart. **Cela aurait aussi aidé la légitimité de l'OLP contre Israël, accusé d'invasion et d'annexion de territoires par la force.** - Fausse accusation, puisque Israël était perpétuellement et directement menacé d'anéantissement – Donc auto-défense.

En dépit de la position nuancée et largement anti-invasion des Arabes de Palestine du Koweït, les Koweïtiens avaient le sentiment répandu de leur complicité avec les occupants irakiens. Cette perception était probablement due à plusieurs facteurs externes. En plus de la position controversée d'Arafat, l'Irak a recruté des Arabes de Palestine de diverses factions stationnées en Irak et fidèles à Saddam Hussein pour surveiller les points de contrôle, fouiller, provoquer et harceler les Koweïtiens.

En somme, l'opportunisme, le double jeu, le terrorisme et l'aventurisme ne paient pas toujours.

La communauté palestinienne du Koweït a été l'une des principales victimes de la première guerre du Golfe. Plus de 300 000 arabes de Palestine ont été expulsés du Koweït et ont dû commencer une nouvelle vie en Jordanie, en Palestine ou ailleurs.

Mais est-ce que les pays occidentaux auraient eu l'audace d'expulser leur surplus de migrants ?

Néanmoins, l'OLP ne réussit jamais à tirer les conclusions nécessaires de ses actes, puisqu'elle les reprend en Syrie, en s'accoquinant avec les insurgés, au lieu de demeurer neutre. Ses ressortissants paieront cette initiative bien trop cher et seront traqués, assassinés et séquestrés par Bachar el-Assad et par les Iraniens, ceux-là même qui prétendent aujourd'hui vouloir défendre la cause palestinienne.

Il est difficile de convertir un terroriste en un pacifiste, comme il est encore plus difficile d'en faire un chef d'État.

Quoiqu'il en soit, la sympathie envers la cause palestinienne a diminué énormément au sein des pays arabes, mais par contre, elle a gagné en vigueur chez les Occidentaux... ceux-là même qui ne réussissent pas à faire une simple comparaison de leurs déboires causées par une immigration musulmane outrageuse avec les sources même du problème palestinien.

Alors Trump réussira-t-il à convaincre le roi Abdallah de Jordanie et le président Al-Sissi d'Égypte à aller à l'aventure ? Ou bien faudrait-il contraindre l'habituel bouc-émissaire à se jeter en pâture ?

Thérèse Zrihen-Dvir